

N°344
JANVIER
2019

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

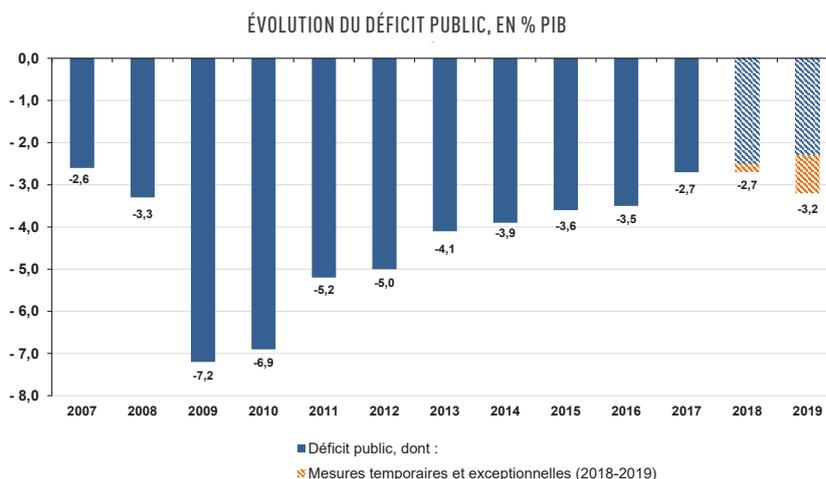
Actualité de l'Agence France Trésor	Actualité économique	Données générales sur la dette	Marché secondaire	Dettes négociables de l'État	Économie française et comparaisons internationales
page 1	page 2	page 3	page 5	page 6	page 8

Actualité de l'Agence France Trésor

LA LOI DE FINANCES POUR 2019 RÉPOND AUX IMPÉRATIFS DE JUSTICE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE SANS RENIER LES ENGAGEMENTS EUROPÉENS DE LA FRANCE

La loi de finances pour 2019, adoptée le 28 décembre 2018, prévoit un déficit budgétaire de l'État de 107,7 milliards d'euros en 2019, en hausse de 9 milliards d'euros par rapport au projet de loi de finances présenté à l'automne. Ces mesures, de façon à prendre en compte le coût des mesures d'urgence économiques et sociales annoncées par le gouvernement en fin d'année. Ces mesures, qui visent à soutenir le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes, conduisent à relever la cible de déficit public de 2,8 % à 3,2 % du PIB.

Cette cible s'inscrit toujours dans la poursuite de la stratégie de réduction du déficit public engagée depuis 2010. De fait, l'accroissement du déficit en 2019 par rapport à 2018 résulte pour l'essentiel du double coût de la bascule du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en allègement permanent de cotisations sociales employeurs, qui est par nature non pérenne. Hors mesures temporaires et exceptionnelles, le déficit « sous-jacent » s'établirait à 2,3 % du PIB en 2019, en amélioration par rapport à 2018. Ce dépassement du seuil de 3 % n'impliquerait pas un déficit public excessif au sens du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) puisque, conformément à son article 126(2), il resterait limité, temporaire et exceptionnel.



Source : INSEE, Projet de loi de finances 2019 adopté en décembre 2018.

En 2018 : les mesures temporaires et exceptionnelles correspondent aux remboursements liés au contentieux de la taxe de 3 % sur les dividendes (0,2 pt de PIB).

En 2019, les mesures temporaires et exceptionnelles correspondent pour l'essentiel au double coût de la bascule du CICE en allègement de cotisations sociales patronales permanent (0,8 pt de PIB).

Cette révision du déficit budgétaire a par ailleurs conduit à ajuster le programme de financement de l'Agence France Trésor pour 2019, qui émettra 200 milliards d'euros de titres à moyen et long termes, au lieu des 195 milliards d'euro initialement prévus. Ainsi, un peu plus de la moitié de la hausse induite du déficit budgétaire (5 milliards sur la hausse de 9 milliards) est appelé à être couvert par des émissions de titres à moyen et long termes : l'impact de la hausse du déficit prévisionnel reste donc d'ampleur limitée sur le programme d'émission. Le programme de financement serait globalement stable puisqu'il s'établirait à 8,3 % du PIB comme en 2018. Le solde restant du financement des mesures nouvelles, soit de l'ordre de 4 milliards d'euros, devrait être couvert par la mobilisation des disponibilités sur le compte du Trésor, qui s'établirait à 5,1 milliards d'euros contre 1,1 milliard d'euros initialement envisagés dans le projet de loi de finances présenté en septembre 2018.

LE LIEN ENTRE INFLATION ET POSITION DANS LE CYCLE DEPUIS CINQ ANS

Par Romain Faquet, Direction générale du Trésor
Extraits du TRÉSOR-ÉCO – n°233 – Décembre 2018

Il existe un lien stable en France entre inflation et cycle économique depuis les années 2000.

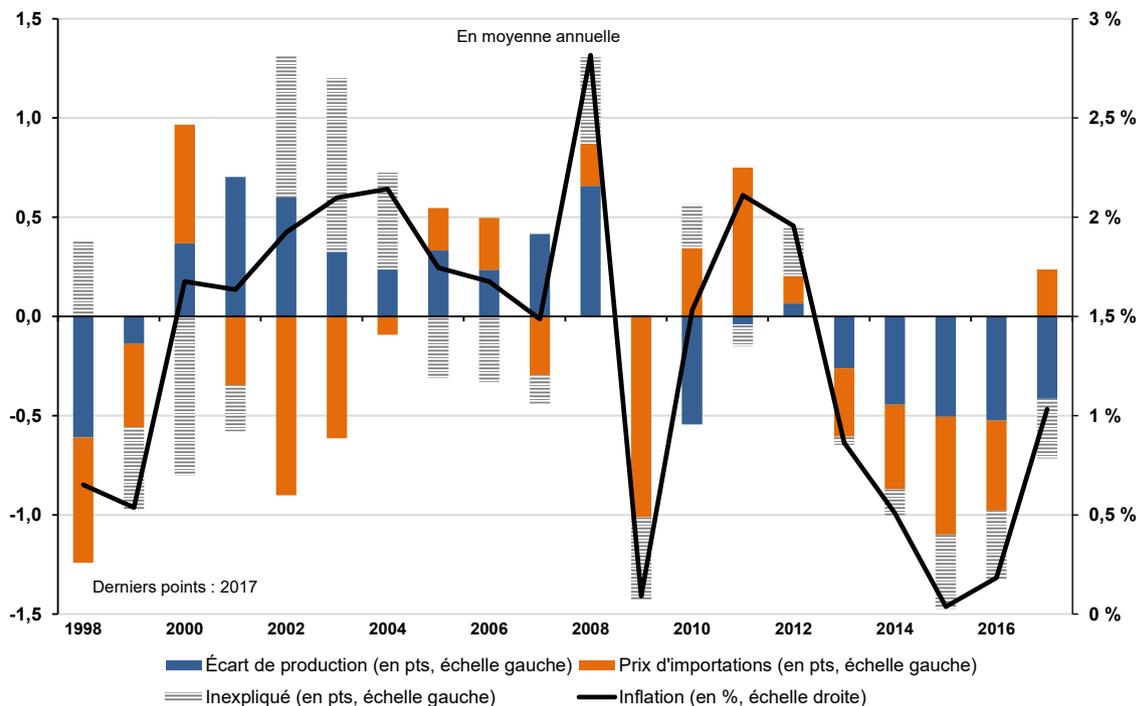
L'effet du cycle économique sur l'inflation (ou effet Phillips) est significatif : une croissance supérieure de 1 pt à son potentiel une année donnée engendre une hausse de l'inflation de 0,3 pt à partir de l'année suivante. Cet effet Phillips ne semble pas avoir diminué depuis le début des années 2000 après son affaiblissement généralisé aux économies avancées pendant la seconde moitié des années 1970 et la décennie 1980. La spécification de la courbe de Phillips retenue est celle proposée par l'économiste Gordon à la fin des années 1970. Dans son modèle, l'inflation dépend de trois éléments principaux (i) l'inflation retardée, qui matérialise la persistance dans la dynamique des prix ; (ii) le cycle, qui capture le niveau de demande dans l'économie et (iii) les prix étrangers, qui retracent les chocs d'offre (pétrole, change, matières premières etc.).

La dynamique de l'inflation observée sur les années récentes est cohérente avec une économie française encore en écart de production négatif. L'inflation s'est élevée à +0,2 % en 2016 et +1,0 % en 2017 après quatre années de baisse consécutive de +2,0 % en 2012 à +0,0 % en 2015.

La faiblesse de l'inflation entre 2013 et 2016 s'explique par l'atonie prolongée de l'activité économique et par la baisse du prix du pétrole. En moyenne sur la période 2013-2016, l'activité atone aurait pesé à hauteur de ½ pt/an sur l'inflation. L'activité était sensiblement inférieure à son potentiel : environ -1 ½ pt en moyenne sur la même période. La baisse tendancielle du prix du pétrole sur la période a également pesé sur les prix de consommation des ménages pour une ampleur comparable à l'atonie de l'activité (-½ pt d'inflation). Enfin, les mesures de baisse du coût du travail (CICE, Pacte) et l'accroissement de la concurrence dans les télécommunications ont pesé sur l'inflation ces dernières années.

Le faible dynamisme des prix sur la période récente semble donc davantage cohérent avec un écart de production creusé d'un ordre de grandeur comparable au scénario d'output gap présenté dans les lois financières qu'avec les tensions sur l'appareil productif indiquées dans les dernières enquêtes de conjoncture de l'Insee et l'écart de production positif qui en est déduit.

Contributions dynamiques à l'inflation



Source : Calculs DG Trésor.

Note de lecture : En 2017, l'écart de -0,5 pt de l'inflation (+1,0 %) par rapport à sa moyenne de long terme (+1,5 %) s'explique à -0,4 pt par l'écart de production, +0,2 pt par les prix d'imports et -0,3 pt par des éléments non modélisés dont le CICE et les télécommunications.

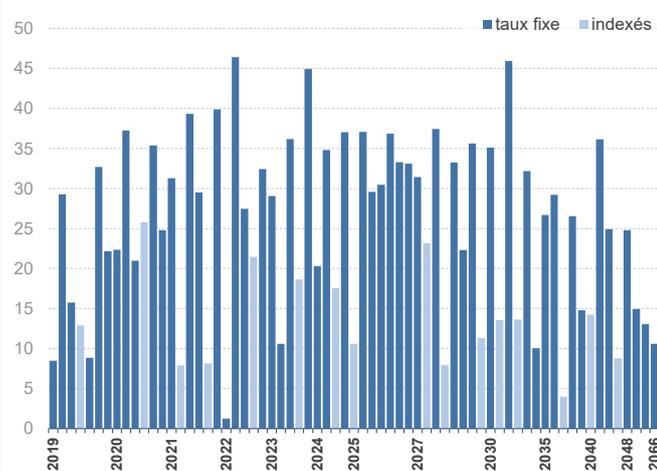
CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

		Court terme				Moyen terme	Long terme	Indexés
Février 2019	date d'adjudication	4	11	18	25	21	7	21
	date de règlement	6	13	20	27	25	11	25
Mars 2019	date d'adjudication	4	11	18	25	21	7	21
	date de règlement	6	13	20	27	25	11	25

Source: Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2018

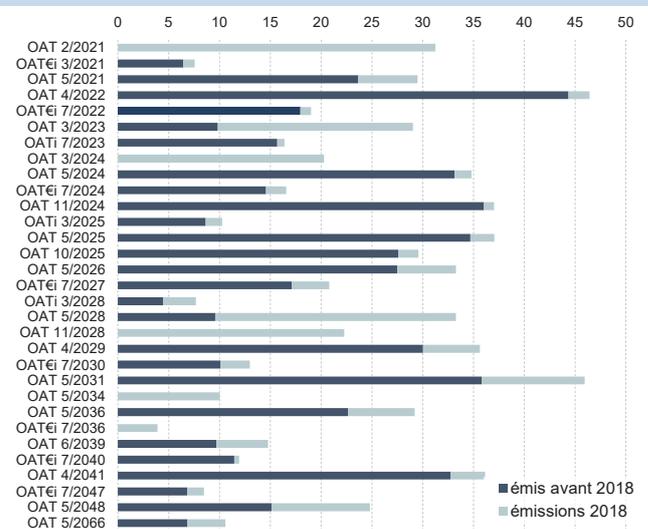
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 DÉCEMBRE 2018

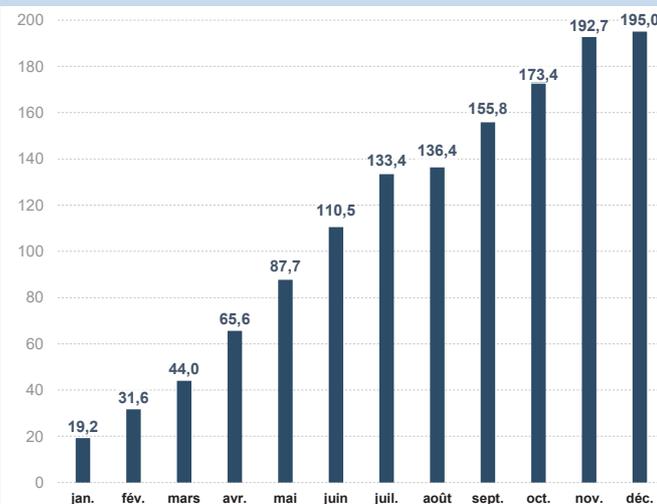
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS NETTES DES RACHATS AU 31 DÉCEMBRE 2018

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 DÉCEMBRE 2018

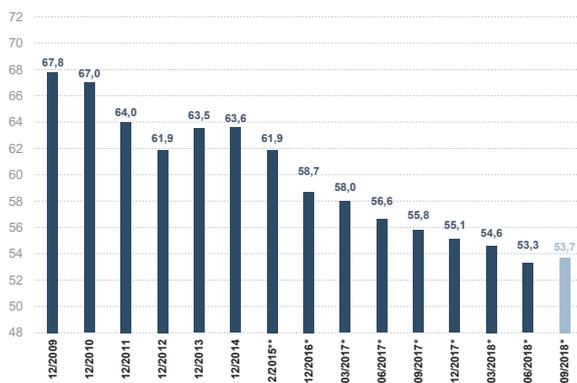
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
janv-19		
févr-19		8,5
mars-19	0,0	
avr-19	13,7	29,3
mai-19	6,0	15,7
juin-19	0,3	
juil-19	3,1	13,0
août-19		
sept-19		
oct-19	12,5	41,5
nov-19	1,4	22,2
déc-19		

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 3^{ÈME} TRIMESTRE 2018

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



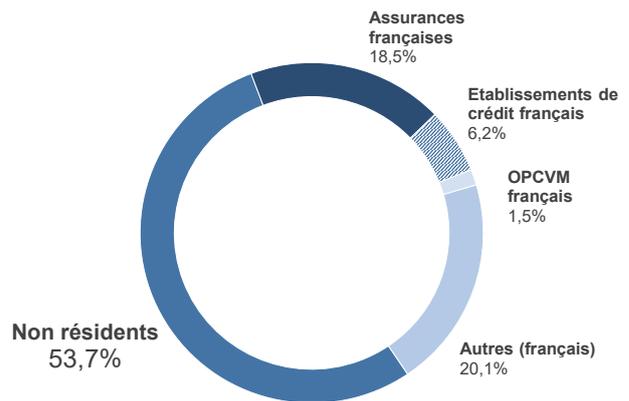
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 3^{ÈME} TRIMESTRE 2018

STRUCTURE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2018

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	1 643 500 203 653
Encours démembré	63 231 534 700
Durée de vie moyenne	8 ans et 163 jours
Total dette à court terme	112 900 000 000
Durée de vie moyenne	95 jours
Encours total	1 756 400 203 653
Durée de vie moyenne	7 ans et 336 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2018

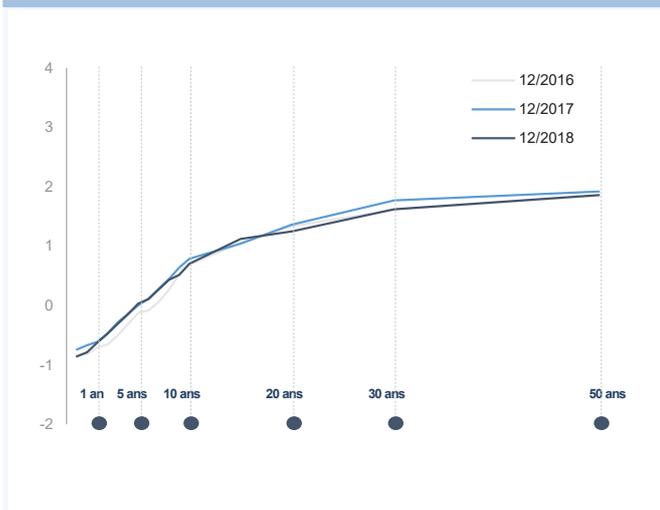
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2015	Fin 2016	Fin 2017	Fin nov. 2018	Fin déc. 2018
Encours de la dette négociable	1 576	1 621	1 686	1 760	1 756
dont titres indexés	190	200	202	219	220
Moyen et Long Terme	1 424	1 487	1 560	1 641	1 644
Court Terme	153	134	126	119	113
Durée de vie moyenne de la dette négociable	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans
	47 jours	195 jours	296 jours	354 jours	336 jours

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

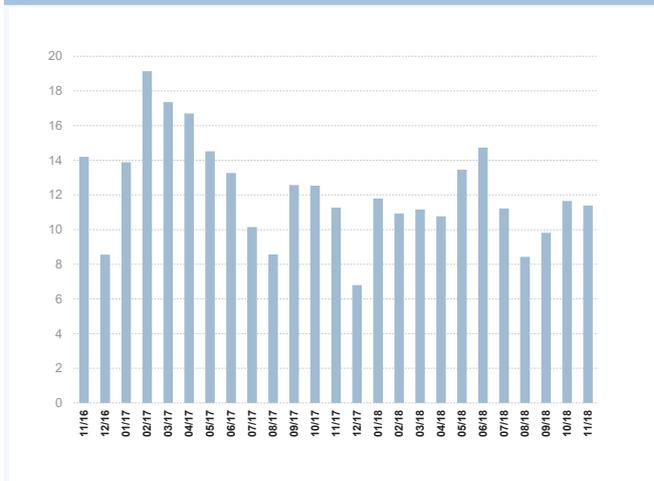
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

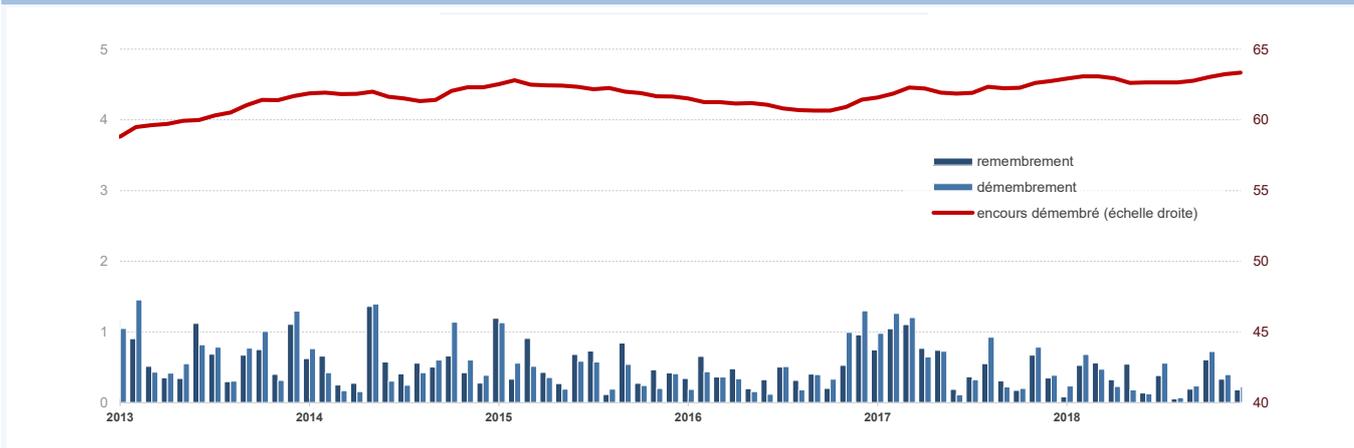
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

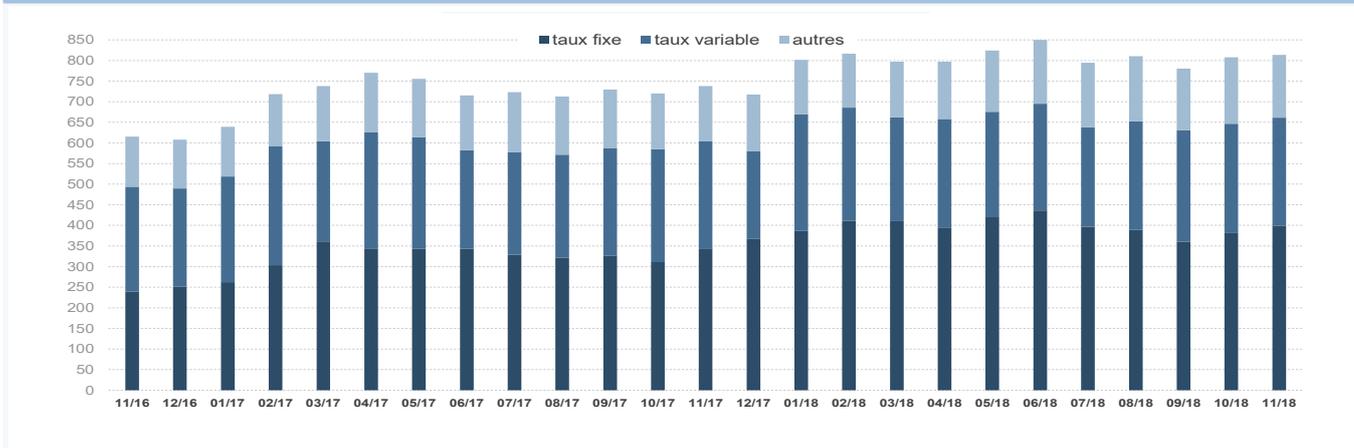
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 31 DÉCEMBRE 2018

Code ISIN	Echéance	Encours (€)
FR0124747561	BTF 4 janvier 2019	5 257 000 000
FR0125218158	BTF 9 janvier 2019	9 507 000 000
FR0125064859	BTF 16 janvier 2019	5 380 000 000
FR0125218166	BTF 23 janvier 2019	5 473 000 000
FR0124747579	BTF 30 janvier 2019	6 145 000 000
FR0125218174	BTF 6 février 2019	6 252 000 000
FR0125064867	BTF 13 février 2019	4 559 000 000
FR0125218182	BTF 20 février 2019	6 918 000 000
FR0124747587	BTF 27 février 2019	5 540 000 000
FR0125218190	BTF 6 mars 2019	5 944 000 000
FR0125218208	BTF 13 mars 2019	4 835 000 000
FR0124909641	BTF 27 mars 2019	4 755 000 000
FR0125218224	BTF 10 avril 2019	4 844 000 000
FR0124909658	BTF 25 avril 2019	4 890 000 000
FR0125218232	BTF 8 mai 2019	3 370 000 000
FR0124909666	BTF 22 mai 2019	4 752 000 000
FR0124909674	BTF 19 juin 2019	3 745 000 000
FR0125064875	BTF 17 juillet 2019	4 369 000 000
FR0125064883	BTF 14 août 2019	4 235 000 000
FR0125064891	BTF 11 septembre 2019	3 926 000 000
FR0125218257	BTF 9 octobre 2019	4 405 000 000
FR0125218265	BTF 6 novembre 2019	3 799 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2018 - 2022) AU 31 DÉCEMBRE 2018

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
	Échéance 2019	130 133 383 011				
FR0013101466	OAT 0,00 % 25 février 2019	8 480 000 000			0	x
FR0000189151	OAT 4,25 % 25 avril 2019	29 273 000 000			0	
FR0011708080	OAT 1,00 % 25 mai 2019	15 735 000 000			0	x
FR0010850032	OATi 1,30 % 25 juillet 2019	12 885 419 400 (1)	1,10226	11 690 000 000	0	
FR0000570921	OAT 8,50 % 25 octobre 2019	8 844 392 893			5 610 585 100	
FR0010776161	OAT 3,75 % 25 octobre 2019	32 695 000 000			0	
FR0011993179	OAT 0,50 % 25 novembre 2019	22 177 000 000			5 000 000	x
FR0000570954	OAT cap. 9,82 % 31 décembre 2019	43 570 718 (2)		6 692 154	-	
	Échéance 2020	166 491 152 700				
FR0013232485	OAT 0,00 % 25 février 2020	22 335 000 000			0	x
FR0010854182	OAT 3,50 % 25 avril 2020	37 246 000 000			0	
FR0012557957	OAT 0,00 % 25 mai 2020	20 969 000 000			0	x
FR0010050559	OAT€i 2,25 % 25 juillet 2020	25 797 152 700 (1)	1,27017	20 310 000 000	0	
FR0010949651	OAT 2,50 % 25 octobre 2020	35 362 000 000			0	
FR0012968337	OAT 0,25 % 25 novembre 2020	24 782 000 000			0	x
	Échéance 2021	156 042 361 500				
FR0013311016	OAT 0,00 % 25 février 2021	31 275 000 000			0	x
FR0013140035	OAT€i 0,10 % 1 mars 2021	7 878 097 500 (1)	1,04125	7 566 000 000	0	x
FR0010192997	OAT 3,75 % 25 avril 2021	39 352 000 000			0	
FR0013157096	OAT 0,00 % 25 mai 2021	29 504 000 000			0	x
FR0011347046	OATi 0,10 % 25 juillet 2021	8 142 264 000 (1)	1,04388	7 800 000 000	0	
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	39 891 000 000			0	
	Échéance 2022	129 036 468 940				
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	1 243 939 990			508 888 400	
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	46 422 000 000			0	
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022	27 457 000 000			0	x
FR0010899765	OAT€i 1,10 % 25 juillet 2022	21 468 528 950 (1)	1,12915	19 013 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	32 445 000 000			0	

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2017 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2023 ET PLUS) AU 31 DÉCEMBRE 2018

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
	Échéance 2023	139 382 417 203				
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	29 059 000 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 606 195 903			5 377 565 200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	36 172 000 000			0	x
FR0010585901	OAT <i>i</i> 2,10 % 25 juillet 2023	18 627 221 300 (1)	1,13546	16 405 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			432 085 000	
	Échéance 2024	109 656 347 600				
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	20 296 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	34 810 000 000			0	x
FR0011427848	OAT <i>ei</i> 0,25 % 25 juillet 2024	17 525 347 600 (1)	1,05740	16 574 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	37 025 000 000			51 000 000	x
	Échéance 2025	107 748 615 408				
FR0012558310	OAT <i>i</i> 0,10 % 1 mars 2025	10 615 687 290 (1)	1,03497	10 257 000 000	0	x
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	37 066 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	29 593 928 118			2 851 064 400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	30 473 000 000			0	x
	Échéance 2026	103 265 000 000				
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	36 867 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	33 274 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	33 124 000 000			0	x
	Échéance 2027	92 073 151 330				
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	31 451 000 000			0	x
FR0011008705	OAT <i>ei</i> 1,85 % 25 juillet 2027	23 168 151 330 (1)	1,11273	20 821 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	37 454 000 000			82 343 600	
	Échéance 2028	63 528 793 364				
FR0013238268	OAT <i>i</i> 0,10 % 1 mars 2028	7 930 193 750 (1)	1,03325	7 675 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	26 599 614 (3)		46 232 603	-	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	33 272 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	22 300 000 000			0	x
	Échéance 2029	46 950 705 817				
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	35 644 880 458			2 937 446 100	
FR0000186413	OAT <i>i</i> 3,40 % 25 juillet 2029	11 305 825 359 (1)	1,29444	8 734 144 000	0	
	Échéance 2030	48 688 530 000				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	35 119 000 000			0	x
FR0011982776	OAT <i>ei</i> 0,70 % 25 juillet 2030	13 569 530 000 (1)	1,04381	13 000 000 000	0	x
	Échéance 2031	45 948 000 000				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	45 948 000 000			61 500 000	x
	Échéance 2032	45 784 582 500				
FR0000188799	OAT <i>ei</i> 3,15 % 25 juillet 2032	13 622 259 900 (1)	1,28694	10 585 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	32 162 322 600			11 286 157 400	
	Échéance 2033 et plus	258 770 694 280				
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	10 054 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	26 678 000 000			4 886 337 000	
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	29 226 000 000			0	x
FR0013327491	OAT <i>ei</i> 0,10 % 25 juillet 2036	4 009 200 800 (1)	1,02380	3 916 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 753 931 400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	14 793 000 000			0	x
FR0010447367	OAT <i>ei</i> 1,80 % 25 juillet 2040	14 242 257 640 (1)	1,19212	11 947 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	36 152 000 000			6 833 999 000	
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	24 908 000 000			1 231 710 000	x
FR0013209871	OAT <i>ei</i> 0,10 % 25 juillet 2047	8 797 235 840 (1)	1,03888	8 468 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	24 815 000 000			730 100 000	x
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	14 926 000 000			7 740 118 000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	13 055 000 000			7 208 804 100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	10 581 000 000			642 900 000	x

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[3] valeur actualisée au 28/03/2018 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.



DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	-2,1 %	11/2018
Consommation des ménages*, glissement annuel	-1,6 %	12/2018
Taux de chômage (BIT)	9,1 %	T3-2018
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	1,6 %	12/2018
• ensemble hors tabac	1,4 %	12/2018
Solde commercial, fab-fab, cvs	-5,1 Md€	11/2018
" "	-4,1 Md€	10/2018
Solde des transactions courantes, cvs	-2,8 Md€	11/2018
" "	-0,3 Md€	10/2018
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,60 %	29/1/2019
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,31 %	29/1/2019
Euro / dollar	1,14	29/1/2019
Euro / yen	125,03	29/1/2019

* produits manufacturés

Sources : Insee, Minefi, Banque de France

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

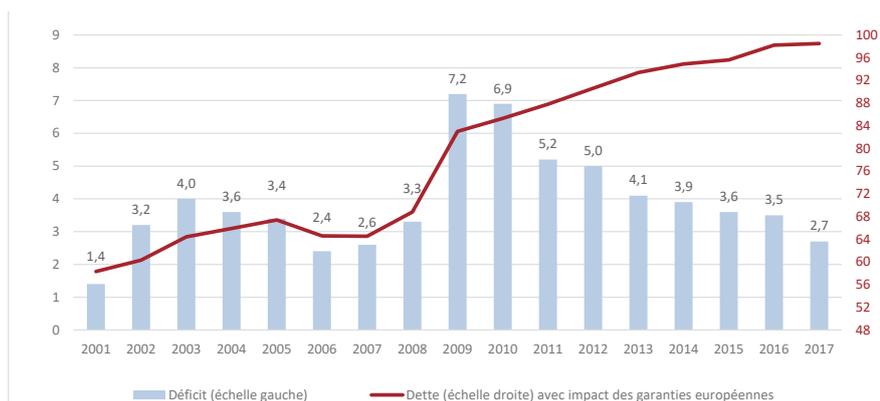
EN MILLIARDS D'EUROS

			niveau à la fin novembre		
	2016	2017	2016	2017	2018
Solde du budget général	-75,85	-73,35	-79,99	-74,77	-88,88
Recettes	303,97	313,59	265,68	280,50	272,21
Dépenses	379,82	386,94	345,67	355,27	361,10
Solde des comptes spéciaux du Trésor	6,80	5,53	-13,33	-9,98	-6,76
Solde général d'exécution	-69,05	-67,67	-93,32	-84,75	-95,65

Source : Minefi

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

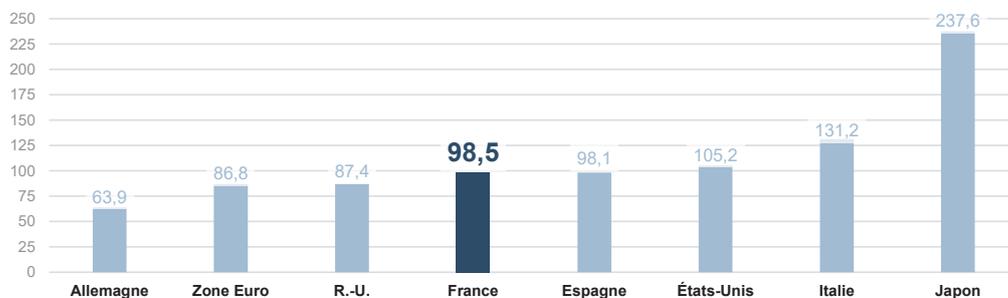
EN % DU PIB



Sources : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2017

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

FÉVRIER 2019 

7 Investissements dans l'industrie : enquête de janvier	7 Commerce extérieur en valeur en décembre	7 Balance des paiements en décembre	8 Estimation flash de l'emploi salarié : T4 2018	8 Production industrielle : indice de décembre	15 Réserves nettes de change en janvier
21 Prix à la consommation : indice de janvier	21 Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de février	22 Inflation (IPCH) : indice de janvier	26 Conjoncture auprès des ménages : enquête de février	28 Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indices de janvier	28 Consommation des ménages en biens en janvier
28 Comptes nationaux trimestriels : deuxième estimation T4 2018					

MARS 2019 

8 Production industrielle : indice de janvier	8 Balance des paiements en janvier	8 Commerce extérieur en valeur en janvier	9 Inflation (IPCH) : indice de février	12 Emploi salarié : T4 2018	14 Prix à la consommation : indice de février
15 Réserves nettes de change en février	26 Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de mars	26 Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés T4 2018	26 Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques T4 2018	27 Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indices de février	27 Conjoncture auprès des ménages : enquête de mars
29 Consommation des ménages en biens en février					

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Anthony Requin
Rédaction : Agence France Trésor
Disponible en anglais et en arabe, chinois, espagnol, français, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».